



CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE AUX DÉBATS DU CDFN D'OCTOBRE 2024

## Toujours construire la double besogne !

La journée du 1<sup>er</sup> octobre a permis de marquer un premier temps syndical de mobilisation face à la crise démocratique que représente la nomination du gouvernement Barnier et à l'aggravation de la crise sociale avec les annonces des premières mesures austéritaires, à rebours des besoins et de la nécessité de rupture exprimés par la population lors des dernières législatives.

Cette journée, aussi bien dans l'arc unitaire appelant que dans la capacité à mobiliser massivement par la grève, n'était pas à la hauteur des enjeux de la période et n'a pas pu apparaître pour le gouvernement comme un véritable coup de semonce. Pour autant, elle a permis de rassembler dans la rue des cortèges syndicaux conséquents et a donné lieu à des échanges autour des nécessaires mobilisations sur les lieux de travail tout en portant un triptyque de revendications répondant aux enjeux : exiger des dotations pour réparer les services publics, une hausse des salaires et l'abrogation de la loi sur les Retraites.

### Face à un gouvernement de combat

Il y a urgence à ouvrir des perspectives face à un gouvernement qui ne dévoile pas l'étendue de sa politique antisociale. Cette politique s'affronte notamment aux précaires et en particulier aux populations issues de l'immigration, expression de l'islamophobie et de la xénophobie qui monte. Ce gouvernement

se place sous la tutelle « bienveillante » du Rassemblement National et déroule une politique d'attaque des droits sociaux, des salarié-es, des services publics et amplifie la politique de Macron et sa dérive vers l'extrême droite.

### Urgence pour l'action

Les affrontements mis en scène au sein du camp des droites sur qui doit payer le déficit et donc subir des mesures austéritaires ou fiscales et le flou entretenu dans la déclaration de politique générale de Barnier sont des éléments pour cacher le projet d'accélération des politiques libérales qui ont conduit à augmenter le déficit public à coups de cadeaux aux plus riches. Le dévoilement du projet de budget mêle super austérité, avec notamment des coupes claires dans le financement de la sécu ou de l'écologie et le retour des suppressions massives de postes dans l'éducation déjà exsangue, avec des mesurette fiscales fallacieuses qui donnent l'impression que les plus riches seraient mis à contribution sans que cela soit ni installé dans la durée ni à la hauteur de leur richesse.

Ce budget va mettre encore plus à mal les services publics hospitalier et de l'éducation et va déplacer « les restes à charge » vers les mutuelles ou complémentaires donc vers les usager-es.

Il est de la responsabilité syndicale d'ouvrir une bataille centrale sur le budget en développant à la fois un recensement des besoins des services publics, un argumentaire étayé pour exiger le retour de la retraite à 60 ans, la défense du 100% sécu, l'augmentation des salaires et du point d'indice, tout en proposant leur financement par une révolution fiscale taxant à leur juste hauteur les riches et les grandes entreprises.

Il nous faut amplifier la mobilisation sur le budget tant dans sa dimension sociale qu'environnementale que pour la dotation pour les Services Publics et ainsi la faire déboucher sur un mouvement de grève. Cette mobilisation doit s'appuyer sur des initiatives larges dès à présent dans le cadre d'un travail en intersyndical mais aussi avec les associations pour exiger un autre budget. La construction des mobilisations par la grève doit permettre de construire un large front social pour un autre budget et une autre société. Une mobilisation qui doit s'ancrer et se lier aux mobilisations sectorielles pour rendre possibles les conditions d'exercice de nos métiers. Il nous faut œuvrer à construire ces mobilisations dans tous les secteurs, comme la mobilisation à l'œuvre à la PJJ, dans l'éducation contre le « choc des savoirs » et pour un choc des moyens, dans l'enseignement supérieur, dans la territoriale face à la volonté de baisse des dotations aux collectivités et au « fonctionnaire bashing » qui repart de plus belle.

## **Urgence à construire les alternatives**

Face à une politique qui fait le lit de l'extrême droite et prépare les conditions de son arrivée au pouvoir, le syndicalisme n'a pas d'autre choix que de construire des alternatives. Et pour cela, notre rôle syndical est bien celui de construire, sur les lieux de travail, les collectifs les plus larges pour porter les revendications.

La FSU doit s'efforcer de construire aussi bien au niveau local que national les cadres les plus larges avec les organisations syndicales, les associations et si possible politiques en lien avec la démarche du Nouveau Front Populaire pour porter un projet de rupture sociale et écologique. La volonté de construire ces cadres larges doit être un moteur de l'intervention syndicale de la période. Elle doit se concrétiser par des prises de contact rapides entre organisations, avec pour objectif de mettre en place des réunions publiques dès le mois de novembre, afin de s'adresser au plus grand nombre. La FSU a toute sa place pour porter dans ces cadres un projet pour une éducation émancipatrice, une fonction publique renforcée, une lutte contre la précarité et pour la défense et le développement des services publics.

C'est en ayant l'optimisme de la volonté que nous pourrons redonner espoir aux salarié·es, aux retraité·es, aux privé·es d'emploi pour ouvrir les perspectives d'une alternative de progrès social face à l'extrême droite et aux politiques libérales.